	<p align="center"><b>Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</b></p> <p align="center">Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p> <p align="center">Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme</p>
---	--

**En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale**

*Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.*

*Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)*

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
Mairie de Chevrières
SIRET/SIREN
214200628
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
Le Bourg, 42140 Chevrières
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
Norbert DUPEYRON
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
Laurence FOREL bureau Latitude
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)
lf@latitude-uep.com
2. Identification du PLU

<b>2.1</b> Type de document concerné (PLU, PLU(i))
PLU
<b>2.2</b> Intitulé du document
Modification du PLU
<b>2.3</b> Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document
-
<b>2.4</b> Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU
Commune de Chevrières
<b>2.5</b> Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)
<p>Modification portant sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Des évolutions au règlement écrit à la marge de façon à en faciliter l'application ;</li> <li>• Corriger les erreurs graphiques concernant les marges de recul vis-à-vis des routes départementales ;</li> <li>• Mise à jour des emplacements réservés ;</li> <li>• Modification du phasage des OAP</li> </ul> <p>Se référer aux détails dans le dossier de modification joint au présent formulaire</p>

3. Contexte de la planification
<b>3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables</b>
Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du document et date d'approbation :
<a href="#">SRADDET ARA approuvé le 10 avril 2020</a>
Le territoire est-il couvert par un SCoT ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :
<a href="#">SCOT des Monts du lyonnais</a>
Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?
<a href="#">PCAET des monts du lyonnais</a> <a href="#">SAGE Loire en Rhône Alpes</a>
<b>3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU</b>
Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale
<a href="#">Non concerné</a>
Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
<a href="#">Nous n'avons pas de date : en 2013 il n'y avait pas de saisine</a>
Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ?
<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'actualisation
<a href="#">Non concerné</a>
Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle
<a href="#">Non concerné</a>
Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale
<input type="checkbox"/> Oui

<input checked="" type="checkbox"/> Non
Pas d'évolution
Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet
Non concerné

<b>4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine</b>
<b>4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique</b>
Modification
<b>4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU</b>
4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)
1158 habitants en 2020 (données publiées en 2023)
<b>4.2.2 Caractéristiques spatiales</b>
L'occupation des sols de la commune, est marquée par l'importance des territoires agricoles (86 %), forêts (11 %), zones urbanisées (2,7 %)

**4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).**

À l'époque les objectifs étaient chiffrés par l'expression d'un projet démographique traduit en nombre de logements à produire et de densité de logements à l'ha. Ce chiffrage prévoyait une densité de 20 logts/ha. Ainsi le PADD indiquait :

**1.1 DIVERSIFIER L'OFFRE DE LOGEMENTS TOUT EN ACCOMPAGNANT LA CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE**

→ **Maîtriser la croissance démographique :**

- Respecter un rythme de construction de logements en adéquation avec l'objectif de croissance annuelle de 0,7% de la population, soit une moyenne de 7 logements par an
- Respecter globalement une densité de 20 logements/ha,
- Favoriser la diversité des formes urbaines : maison de village, habitat intermédiaire, petit collectif, individuel groupé, individuel.

→ **Résorber la vacance résidentielle du parc total,**

→ **Produire une offre adaptée en habitat, accession à la propriété ou en locatif, dont l'accueil de jeunes ménages avec enfants et l'accompagnement du vieillissement**

- Créer une offre locative sous la forme de logements de taille petite et moyenne (T2/T3) pour accompagner le vieillissement ou accueillir de jeunes ménages avec ou sans enfants (T3 et T4).
- Utiliser le foncier de manière raisonnée et cohérente en priorisant la production de logements neufs autour du bourg
- Respecter les échelles de voisinage, favoriser l'intégration des déplacements et l'intégration paysagère des nouveaux aménagements en favorisant les modes doux (piétons et 2 roues) pour l'accès aux équipements (école, équipements de sports et loisirs).
- Optimiser la desserte de transport (valoriser le transport à la demande, le covoiturage),

## 4.3 Caractéristiques de la procédure

### 4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure

**Modification du PLU avec pour objets :**

- Des évolutions au règlement écrit à la marge de façon à en faciliter l'application ;
- La rectification des erreurs graphiques concernant les marges de recul vis-à-vis des routes départementales ;
- Mise à jour des emplacements réservés ;
- Modification du phasage des OAP

**4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions**

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

**Non concerné :**

Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?

☐ Oui

☒ Non concerné

Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document
non concerné
4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
non concerné
4.3.4 La procédure a pour objet :
- de créer un espace boisé classé <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
non concerné
- de déclasser un espace boisé classé <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
non concerné
- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
non concerné
- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
non concerné
- de créer de nouvelles protections environnementales <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
non concerné
- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies

non concerné

**4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet → non concerné**

- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet

non concerné

- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale :

☐ Oui☒ Non

Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité

non concerné

**4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée → non concerné (L. 300-6-1)**

- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet  
non concerné

- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale :

☐ Oui☒ Non

Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité

non concerné

**4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur → non concerné**

- Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la **rubrique 3.1**, intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document

non concerné

- Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité

non concerné

**4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales**☐ Oui☒ Non

Si oui, préciser les effets

non concerné



5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure			
5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	non concerné par la modification
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	non concerné
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	non concerné
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	non concerné
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	non concerné
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	non concerné
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	non concerné
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	- Risque d'inondation de la Coise non concerné par la modification
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Non concerné
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Non concerné



## Annexe II

Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Non concerné
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Non concerné
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Église et château d Chevrières générant un PDA
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Zones humides présentes sur le territoire, non concernées par la modification
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Trames vertes et bleues identifiées dans le cadre du PLU au titre des zonages Nco Aco
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pas de ZINEFF DE Type 1 sur le territoire</li> <li>- Présence d'une partie d'une ZNIEFF de type 2 en limite NO de la commune, non concernée par les objets de la modification</li> </ul>
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Non concerné
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Non concerné
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	EBC mis en place dans le cadre du PLU mais non concerné par la modification
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Pas à notre connaissance

Risque de retrait et gonflement des argiles de niveau faible

Zone sismique de niveau faible

Risque radon de niveau 3 (niveau significatif) mais on rappelle que la prise en compte de ce risque ne relève pas du champ de l'urbanisme mais de celui de la construction (ventilations, vides sanitaires ventilés) ou de la gestion des lieux.

**5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :**

	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Non concerné
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Non concerné
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Non concerné
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Non concerné
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Non concerné
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Non concerné
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Non concerné
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Non concerné

**5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :**

	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Non concerné

## Annexe II

D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Non concerné
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Non concerné
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Non concerné
D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Non concerné
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Non concerné
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Non concerné
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Non concerné
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Non concerné
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Non concerné
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Non concerné
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Non concerné

prévue à l'article L. 141-1 du code forestier			
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Non concerné
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Non concerné
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Non concerné
<b>5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?</b>			
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non			
Si oui, précisez :			
L'évolution du PLU ne porte pas sur ce sujet : non concerné			

## 6. Auto-évaluation

L'auto-évaluation doit **identifier** les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et **expliquer** pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

*Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).*

## 7. Autres procédures consultatives

### 7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées

Octobre 2023

### 7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)

Non concerné

### 7.3 Procédure de participation du public envisagée

- enquête publique

☐ Oui  
☒ Non

- participation du public par voie électronique

☒ Oui  
☐ Non


- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures

☐ Oui

## Annexe II

<input checked="" type="checkbox"/> Non concerné
Si oui, préciser lesquelles
Non concerné
- autre, préciser les modalités
Non concerné

8. Annexes		
<b>8.1 Annexes obligatoires</b>		
1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés) <a href="#">se référer au dossier de modification joint</a>	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations ( <b>rubrique 2.5</b> ). <a href="#">se référer au dossier de modification joint</a>	<input checked="" type="checkbox"/>
3	L'auto-évaluation ( <b>rubrique 6</b> )	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>	<input checked="" type="checkbox"/>
<b>8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant</b>		
Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent		
L'intégralité du dossier de modification ; rapport de présentation et règlement. Les autres pièces du PLU ne sont pas concernées par la modification.		

9. Engagement et signature			
Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus			
(personne publique responsable)			
Fait à	Lentilly le 5 décembre 2022	le,	<a href="#">4/10/2023</a>
Nom	<a href="#">DUPEYRON</a>	Prénom	<a href="#">Norbert</a>
Qualité	<a href="#">Maire de Chevrières</a>		
Signature			
			

## Autoévaluation

On rappelle que l'auto-évaluation ne porte que sur les champs d'évolution du PLU induits par la procédure en cours. On rappelle aussi qu'elle doit être proportionnée aux enjeux de l'évolution du PLU portés par la procédure en cours uniquement.

Ainsi l'évaluation porte sur les objets de la procédure de modification, qui sont :

- . Des évolutions au règlement écrit à la marge de façon à en faciliter l'application ;
- . Corriger les erreurs graphiques concernant les marges de recul vis-à-vis des routes départementales ;
- . Mise à jour des emplacements réservés ;
- . Modification du phasage des OAP

### Des évolutions au règlement écrit à la marge de façon à en faciliter l'application

#### Règles de constructions des annexes aux habitations

La réglementation sur les annexes apparaît dans différents paragraphes du règlement, ce qui rend complexe la lecture. De plus, le cadre donné sur l'aspect extérieur des constructions avec l'obligation de respecter le type de façade de l'habitation principale, paraît très contraignant pour des abris de jardin notamment. Une simplification de la règle sur l'aspect extérieur des annexes apparaît nécessaire tout en gardant un cadre sur l'aspect visuel (coloris notamment).

#### Règles de zonage et constructions des annexes aux habitations (possibilité ouverte uniquement dans la même zone)

Le PLU au travers de la définition du périmètre de ses espaces urbains, a délimité les emprises des surfaces potentiellement artificialisées (Zones U et AU) à partir de différents enjeux : environnemental, gestion des eaux pluviales, modération de la consommation d'espaces agricoles et naturels. Cette délimitation a conduit à scinder des parcelles bâties en deux secteurs : zones U ou AU et zones N ou A.

Des projets (en particulier de piscines et annexes) sont déposés sur les parties classées en zones A et N. Avec ces projets en dehors des limites fixées dans le plan de zonage, il existe un risque d'étalement urbain non contrôlé (et cela à l'instant t et aussi à l'avenir avec l'évolution potentielle de ces annexes).

Si la réglementation est assez claire sur le sujet (la possibilité de construire des annexes à une habitation n'est ouverte que dans la zone où se situe cette dernière) aussi la modification rappelle cette règle dans le règlement du PLU de Chevrières.

#### Les piscines en zones A et N

Le règlement dans sa rédaction actuelle définit les piscines comme n'étant pas considérées comme des annexes sauf si elles sont couvertes. Or le règlement des zones A et N prévoit des distances pour les annexes et pour les piscines, mais les articles A2 et N2 ont omis de les autoriser. Aussi il est nécessaire de rectifier cette erreur matérielle dans le règlement.

#### Homogénéisation des règles d'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives, clarification des règles de clôtures

La méthode de calcul des distances des constructions par rapport aux limites séparatives n'est pas homogène selon les zones sans qu'une justification particulière ne vienne étayer ces écarts. Il s'agit plutôt d'erreurs d'écriture. En effet en zone Uc, la rédaction du RNU est reprise, avec un éloignement « en tout point », donc un calcul de la distance au débord de toit, alors que rien n'est précisé pour les autres zones, ce qui est sujet à interprétation aucun mode de calcul n'étant précisé.



Le mode de calcul de la distance est donc clarifié

### **Les clôtures**

Plusieurs points du règlement sur l'aspect des clôtures apparaissent peu complets ou pas forcément logiques dans la rédaction. Il est nécessaire de clarifier la règle concernant l'utilisation des pare-vues interdits pour les constructions qui sont à distance des limites séparatives et imposées pour celles qui sont sur limites séparatives.

Les typologies de clôtures autorisées manquent de précision quant à leur hauteur maximale précisée dans certains cas et pas dans les autres, de plus les hauteurs ne sont pas homogènes.

Ces points sont précisés dans le règlement

### **Précisions sur la gestion des eaux de vidange des piscines**

Le PLU ne prévoit aucune disposition quant aux eaux de vidange ou de débordement des eaux de piscine. Les réseaux et les stations d'épuration n'ont pas toujours la capacité de traiter le surplus hydraulique de ces eaux quand elles sont rejetées dans le réseau. Ces eaux si elles sont trop importantes peuvent venir affaiblir la capacité d'épuration des STEP. Aussi les conditions d'assainissement sont précisées avec une infiltration sur la parcelle.

### **L'aspect extérieur des constructions : ouvertures**

Concernant le dimensionnement des ouvertures, la rédaction de la règle laisse penser que sur les façades Sud il est obligatoire que les dimensions des ouvertures soient plus larges que hautes alors que c'est seulement une possibilité et non obligation. D'autre part les autres façades ne sont pas du tout encadrées. Pour plus de lisibilité, il est nécessaire de la règle sur le dimensionnement des ouvertures est précisée.

### **L'aspect extérieur des constructions : Adaptation des règles de pans de toitures pour les projets de rénovation et constructions de faible surface**

Pour les bâtiments à usage d'habitation, le règlement impose des toitures à 2 versants minimum pour toute construction, avec des possibilités de toitures terrasses (dans des cas bien identifiés). Ce cadre est problématique dans le cas de réfection de toitures existantes. Il paraît également très restrictif pour de petites constructions qui pourraient adopter des toitures à un pan de façon plus harmonieuse qu'une toiture à 2 pans. Le règlement est précisé dans ce sens.

### **L'aspect extérieur des constructions : les constructions contemporaines**

Le règlement autorise une « architecture innovante » à condition « de présenter une simplicité des volumes » mais il n'est pas indiqué que celle-ci puisse être exemptée de tout ou partie des règles de la zone. La liste des dérogations est précisée et limitée.

### **L'aspect extérieur des constructions : les toitures « plates » ou terrasses**

Le règlement autorise les toitures terrasses si elles sont végétalisées ou de faible surface ou pour un raccordement entre deux constructions. Ces dispositions apparaissent très restrictives en cas d'implantation dans les pentes où lorsque les toitures terrasses sont accessibles depuis le logement pour lesquelles elles constituent une terrasse. Le règlement est précisé. Elles sont autorisées sur la totalité de la toiture d'un volume bâti si celui-ci constitue une terrasse accessible depuis le logement par une porte, ou porte-fenêtre.

### **L'aspect extérieur des constructions : menuiseries en zone UB**

Le règlement de la zone Ub met en place des prescriptions particulières en vue d'intégrer le caractère patrimonial du site par ailleurs intégré dans un périmètre délimité des abords (PDA).

Dans ce règlement des dispositions prévoient l'usage de bois local et l'interdiction de peindre des menuiseries PVC. Ces dispositions sont difficiles à contrôler la notamment la notion de bois local et de bois dur apparaît peu applicable. Ces règles sont précisées et renvoient à la palette de couleurs mise en place.

### **L'aspect extérieur des constructions : Composition, principes généraux, matériaux**

Dans la zone Ub de prescriptions générales applicables à l'article IL111-17 2ème du cu le règlement prévoit des dispositions peu claires pour les façades arrière et latérales avec des adaptations à la règle générale peu précisées Ces dispositions sont précisées

<b>Champs de l'auto-évaluation</b>	<b>Impact de la modification</b>
<b>Les milieux naturels et la biodiversité (zones humides, zones Natura 2000 et ZNIEFF)</b>	Ces points d'ajustement réglementaire ne portent sur aucun milieu naturel existant ou protection mise en place. =>Aucun impact
<b>La consommation d'espaces naturels, agricoles, ou forestiers</b>	Ces points d'ajustement réglementaire n'impliquent aucune consommation foncière.
<b>La gestion des eaux pluviales</b>	Ces points d'ajustement réglementaire n'impliquent aucun impact négatif sur les eaux pluviales, l'imperméabilisation des sols.
<b>L'assainissement</b>	Ces points d'ajustement réglementaire n'impliquent aucun impact sur cette thématique
<b>L'eau potable</b>	Ces points d'ajustement réglementaire n'impliquent aucun impact sur cette thématique
<b>Le paysage ou le patrimoine bâti</b>	Ces points d'ajustement réglementaire n'impliquent aucun impact sur cette thématique
<b>Les sols pollués, les déchets</b>	Ces points d'ajustement réglementaire n'impliquent aucun impact sur cette thématique
<b>Les risques et nuisances</b>	Ces points d'ajustement réglementaire n'impliquent aucun impact sur cette thématique
<b>L'air, l'énergie et le climat</b>	Ces points d'ajustement réglementaire n'impliquent aucun impact sur cette thématique
<b>L'agriculture</b>	Ces points d'ajustement réglementaire n'impliquent aucun impact sur cette thématique

### Corriger les erreurs graphiques concernant les marges de recul vis-à-vis des routes départementales

Le long de certaines voies départementales, le Conseil départemental impose des retraits particuliers des constructions hors des zones agglomérées, sans pour autant que ces voies soient classées au titre des voies à grandes circulation.

Sur la commune de Chevrières la D6 traversant le bourg de Chevrières et la D103 traversant le hameau de Savigneux sont concernées.

Ces retraits figurent sur le document graphique. Toutefois par erreur graphique ce retrait a été reporté sur les espaces urbanisés, lorsqu'il concerne les espaces non agglomérés.

Champs de l'auto-évaluation	Impact de la modification
<b>Les milieux naturels et la biodiversité (zones humides, zones Natura 2000 et ZNIEFF)</b>	Cette correction d'erreur matérielle n'implique aucun impact sur la thématique
<b>La consommation d'espaces naturels, agricoles, ou forestiers</b>	Cette correction d'erreur matérielle n'implique aucun impact sur la thématique
<b>La gestion des eaux pluviales</b>	Cette correction d'erreur matérielle n'implique aucun impact sur la thématique
<b>L'assainissement</b>	Cette correction d'erreur matérielle n'implique aucun impact sur la thématique
<b>L'eau potable</b>	Cette correction d'erreur matérielle n'implique aucun impact sur la thématique
<b>Le paysage ou le patrimoine bâti</b>	Cette correction d'erreur matérielle n'implique aucun impact sur la thématique
<b>Les sols pollués, les déchets</b>	Cette correction d'erreur matérielle n'implique aucun impact sur la thématique
<b>Les risques et nuisances</b>	Cette correction d'erreur matérielle n'implique aucun impact sur la thématique
<b>L'air, l'énergie et le climat</b>	Cette correction d'erreur matérielle n'implique aucun impact sur la thématique
<b>L'agriculture</b>	Cette correction d'erreur matérielle n'implique aucun impact sur la thématique

### Mise à jour des emplacements réservés

L'emplacement réservé n°4 était destiné à développer une nouvelle voie en alternative à la route de Villedieu. L'apport de cette nouvelle voie n'apparaît pas structurant à l'échelle communale, et pourrait conduire à renforcer les mobilités automobiles dans les espaces résidentiels aussi la collectivité abandonne la réserve

<b>Champs de l'auto-évaluation</b>	<b>Impact de la modification</b>
<b>Les milieux naturels et la biodiversité (zones humides, zones Natura 2000 et ZNIEFF)</b>	Cette mise à jour des emplacements réservés n'induit aucun impact sur la thématique
<b>La consommation d'espaces naturels, agricoles, ou forestiers</b>	Cette mise à jour des emplacements réservés n'induit aucun impact sur la thématique
<b>La gestion des eaux pluviales</b>	Cette mise à jour des emplacements réservés n'induit aucun impact sur la thématique
<b>L'assainissement</b>	Cette mise à jour des emplacements réservés n'induit aucun impact sur la thématique
<b>L'eau potable</b>	Cette mise à jour des emplacements réservés n'induit aucun impact sur la thématique
<b>Le paysage ou le patrimoine bâti</b>	Cette mise à jour des emplacements réservés n'induit aucun impact sur la thématique
<b>Les sols pollués, les déchets</b>	Cette mise à jour des emplacements réservés n'induit aucun impact sur la thématique
<b>Les risques et nuisances</b>	Cette mise à jour des emplacements réservés n'induit aucun impact sur la thématique
<b>L'air, l'énergie et le climat</b>	Cette mise à jour des emplacements réservés n'induit aucun impact sur la thématique
<b>L'agriculture</b>	Cette mise à jour des emplacements réservés n'induit aucun impact sur la thématique

## Modification du phasage des OAP

Le PLU a phasé les secteurs de développement soumis à orientation d'aménagement et de Programmation (OAP). Le règlement prévoit les dispositions suivantes :

*« La zone 2AU est immédiatement constructible au fur et à mesure de la réalisation des équipements et viabilités internes à la zone à condition de respecter les orientations d'aménagement.*

*L'urbanisation des zones 2AU est conditionnée à l'urbanisation de 60 % minimum des zones 1AU.*

*Les indices a et b ont pour objet de permettre la localisation des différentes zones à urbaniser.»*

Or les zones 1AU telles qu'elles avaient été définies ne s'urbanisent pas, alors qu'un projet est possible à court terme sur la zone 2AUb. Aussi il est nécessaire d'inverser les programmations

Champs de l'auto-évaluation	Impact de la modification
<b>Les milieux naturels et la biodiversité (zones humides, zones Natura 2000 et ZNIEFF)</b>	Cette évolution de calendrier n'a pas d'impact sur cette thématique
<b>La consommation d'espaces naturels, agricoles, ou forestiers</b>	Cette évolution de calendrier n'a pas d'impact sur cette thématique
<b>La gestion des eaux pluviales</b>	Cette évolution de calendrier n'a pas d'impact sur cette thématique
<b>L'assainissement</b>	Cette évolution de calendrier n'a pas d'impact sur cette thématique
<b>L'eau potable</b>	Cette évolution de calendrier n'a pas d'impact sur cette thématique
<b>Le paysage ou le patrimoine bâti</b>	Cette évolution de calendrier n'a pas d'impact sur cette thématique
<b>Les sols pollués, les déchets</b>	Cette évolution de calendrier n'a pas d'impact sur cette thématique
<b>Les risques et nuisances</b>	Cette évolution de calendrier n'a pas d'impact sur cette thématique
<b>L'air, l'énergie et le climat</b>	Cette évolution de calendrier n'a pas d'impact sur cette thématique
<b>L'agriculture</b>	Cette évolution de calendrier n'a pas d'impact sur cette thématique

**Autres champs dont la prise en compte ne relève pas du PLU et donc pour lesquels il ne peut donc pas être répondu par le biais de ce document.**

La MRAE ARA, a tendance à évoquer dans ses avis des sujets qui bien qu'ayant sans doute un impact sur la santé ou les milieux, ne rentrent pas dans le champ de l'urbanisme d'un PLU et ne peuvent donc pas être évalués au titre du PLU.

On rappelle aussi que le PLU ne peut pas réglementer d'autres champs que ceux relevant du code de l'urbanisme, ce qui exclue les réglementations et thématiques relevant d'un autre cadre réglementaire.

**Aussi le PLU ne peut pas être l'outil pour développer des actions réglementaires sur ces thématiques et ces sujets ne peuvent donc pas être un point d'appui à une décision d'évaluation environnementale**

**Ces thématiques sont rappelées ci-après**

**Le radon :**

Le radon est un gaz radioactif issu de la désintégration de l'uranium et du radium présents naturellement dans le sol et les roches surtout par certains sols granitiques. A l'air libre, le radon est dilué par les vents, mais dans l'atmosphère plus confinée d'un bâtiment, il peut atteindre des concentrations élevées. Il est considéré aujourd'hui comme la source principale d'exposition de l'homme aux rayonnements ionisants d'origine naturelle.

Les caractéristiques géologiques du territoire permettent de penser que l'exposition potentielle au radon est, selon les secteurs, élevée ou moyenne (catégorie 3 sur le territoire).

La prise en compte de ce risque ne relève pas du champ réglementaire du PLU,

Le radon contenu dans l'air intérieur provient principalement du sol, en raison du manque d'étanchéité entre ce dernier et la partie habitée (sol de cave en terre battue, fissuration de la surface en contact avec le sol, joints entre parois, pénétration des réseaux), conjugué à la mise en dépression du bâtiment par les systèmes de ventilation (naturelle, mécanique, tirage des appareils raccordés).

S'il est impossible d'éliminer complètement le radon dans l'habitat, il existe toutefois différentes techniques pour en réduire la concentration. Ces techniques reposent sur les principes de la dilution du radon et de la limitation de sa pénétration dans le volume habité. Des solutions existent pour réduire significativement la concentration en radon dans les habitations. Elles reposent sur deux types d'actions :

- **Éliminer le radon présent dans le bâtiment en améliorant le renouvellement de l'air intérieur** (renforcement de l'aération naturelle ou mise en place d'une ventilation mécanique adaptée)
- **Limiter l'entrée du radon en renforçant l'étanchéité entre le sol et le bâtiment** (colmatage des fissures et des passages de canalisations à l'aide de colles silicone ou de ciment, pose d'une membrane sur une couche de gravillons recouverte d'une dalle en béton, etc.). L'efficacité de ces mesures peut être renforcée par la mise en surpression de l'espace habité ou la mise en dépression des parties basses du bâtiment (sous-sol ou vide sanitaire lorsqu'ils existent), voire du sol lui-même.

**On rappelle que ces mesures relèvent du mode de construction sous la responsabilité du maître d'ouvrage ou du mode d'habiter les logements et ne relèvent pas du champ d'actions de l'urbanisme du PLU. Ce sujet n'a donc aucun rapport avec le PLU en général et la présente modification. Ce sujet ne peut donc pas être un motif d'évaluation environnementale par rapport au champ de l'urbanisme.**

### **Le moustique tigre**

L'implantation du moustique tigre, *Aedes albopictus*, concerne les deux tiers du territoire français où il est installé. En effet, en présence de personnes atteintes de la dengue, chikungunya ou Zika, ce moustique pourrait être le vecteur de ces maladies et déclencher une épidémie.

Actuellement, la commune n'est pas concernée par une densité de ce moustique plus forte que sur le reste du territoire du Département. On rappelle qu'il n'y a pas de marais sur le territoire communal. Il n'y a donc pas un enjeu proportionnellement plus fort sur la commune que sur les autres communes. Sa présence qui peut être réelle mais non inventoriée n'est pas de nature à changer la constructibilité sur la commune.

La prévention du risque est liée à la limitation de la stagnation de l'eau favorable au développement des moustiques. Il est possible d'agir sur certains ouvrages, comme par exemple :

- . Les toits, terrasses sur plots, toitures terrasses accessibles ou non ne doivent pas avoir de creux ou de bosses et doivent être en pente (une pente régulière est suffisante). Les évacuations doivent être positionnées au point le plus bas. Les points bas accumulant l'eau doivent être traités (dalles étanches, bandes bitumineuses, sable). Les zones d'évacuation doivent être munies d'un dispositif pour arrêter les débris (feuilles, papiers); On rappelle que le DTU doit être mis en œuvre pour tous ces ouvrages. La réglementation des DTU n'entre pas dans le champ d'un PLU.
- . Les systèmes de récupération de l'eau de pluie doivent limiter la stagnation d'eau ou limiter leur accès au moustique (pose de filets anti insectes à maille fine);
- . Les chéneaux et gouttières doivent avoir une pente régulière et suffisante pour l'écoulement, leurs dimensions sont adaptées aux conditions locales, à la surface collectée et à leur forme. (On rappelle que le DTU doit être mis en œuvre pour tous ces ouvrages). Des crapaudines (grilles) doivent retenir les débris et doivent être régulièrement nettoyées (le nettoyage ne relève pas du PLU)
- . Les tuyaux de descentes pluviales doivent être raccordés aux chéneaux et/ou gouttières en leur point bas. Lorsqu'elle n'est pas récupérée, l'eau qui arrive au sol doit s'infiltrer dans la terre ou être évacuée, soit vers un regard, soit vers un caniveau un autre type de collecteur. Les caniveaux ne doivent pas être en contrepente et situés à distance des bâtiments ;
- . Un lit drainant doit être utilisé en cas de pose horizontale de coffret technique.

Toutes ces techniques relèvent des installations ou des modes de gestion des ouvrages qui n'entrent pas dans le champ du PLU. Il ne relève donc pas du champ d'actions du PLU de traiter les problèmes de moustiques ou de tout autre animal terrestre aquatique, aérien ou extraterrestre. Il ne peut donc pas être répondu par le biais du PLU à cette problématique de présence éventuelle du moustique tigre sur le territoire communal.

Il est aussi rappelé que les dispositions de prévention préconisées relèvent de la construction d'ouvrages non régis par le code de l'urbanisme, et que ces ouvrages font l'objet de DTU (documents techniques unifiés). Les DTU s'imposent à tout constructeur, ils ne relèvent pas du champ de l'urbanisme mais de celui de la construction et de prescriptions indépendantes, n'ayant pas à figurer dans celles du PLU (d'autant que ces réglementations sont mises à jour très régulièrement).

La lutte chimique contre le moustique ne relève pas du champ du PLU non plus.

La lutte écosystémique (développement des prédateurs que sont les araignées, les oiseaux, grenouilles et chauves-souris), la destruction des gîtes larvaires passent par des mesures sortant aussi du champ du PLU. De même les missions de surveillance entomologique et d'intervention autour des cas humains d'arboviroses provoqués par ce moustique ne relève pas du champ de l'urbanisme.



Des études scientifiques menées par le CNRS indiquent :

« Pour réduire les populations de moustiques, la plupart des pays utilisent des insecticides chimiques, mais ces molécules entraînent la sélection de moustiques résistants et sont aussi toxiques pour les abeilles, les crustacés et les poissons. Une approche alternative, respectueuse de l'environnement, consiste en l'épandage de spores de la bactérie *Bacillus thuringiensis israelensis* (Bti) dans les sites de reproduction des moustiques. Sous la forme de nanocristaux naturels, Bti produit un cocktail de quatre toxines ultra-spécifiques – Cyt1Aa, Cry11Aa, Cry4Aa et Cry4Ba. Suite à l'ingestion des spores par les larves de moustiques, les cristaux se dissolvent dans leur intestin sous l'effet de l'élévation du pH (jusqu'à 11), puis les protoxines solubles sont activées par des protéases (suppression des propeptides) et oligomérisent dans les membranes des cellules intestinales, entraînant leur perforation.

Des quatre toxines, Cyt1Aa est la seule capable d'interagir directement avec les membranes des cellules intestinales de moustiques, se liant aux lipides plutôt qu'à un récepteur protéique ancré dans celles-ci. Outre son activité propre, Cyt1Aa peut donc faciliter le maintien de l'activité des autres toxines dans le cas où apparaîtrait une résistance basée sur la modification des récepteurs propres de ces dernières. Cette particularité de Cyt1Aa explique qu'aucune résistance n'ait à ce jour été observée dans les zones traitées au Bti et que Bti soit utilisé pour contrôler les populations de moustiques dans de nombreux pays (États-Unis, Allemagne, Thaïlande, Chine, ...). Les coûts restent cependant élevés, rendant difficile une application dans les pays en voie de développement. Pour réduire ces coûts et permettre une utilisation plus large de cet anti-moustique naturel, augmenter son activité ou étendre son spectre d'action, une compréhension fine des mécanismes (i) de cristallisation *in vivo* au sein de Bti; (ii) de dissolution du cristal et d'activation des protoxines dans le tractus digestif de la larve ; et (iii) de toxicité est requise, notamment concernant Cyt1Aa.

C'est donc à la compréhension de ces trois mécanismes que se sont spécifiquement intéressés les chercheurs dans le cadre d'une collaboration internationale.. La première gageure était de réussir à résoudre la structure de cette protéine dans le contexte naturel, i.e. à partir des nanocristaux formés au sein de Bti. Mesurant moins de 1  $\mu\text{m}$ , ces cristaux sont en effet trop petits pour permettre la détermination d'une structure à résolution atomique par cristallographie d'oscillation dans un synchrotron – et ce, même à température cryogénique. Ainsi, les chercheurs ont eu recours à une source de rayons X démesurément plus puissante, un laser à électron libre X ou XFEL, capable de délivrer en un temps ultra court – quelques femtosecondes i.e.  $10^{-15}$  s – autant de rayons X qu'un synchrotron en une seconde. Grâce à cette installation et par cristallographie sérielle à l'échelle de la femtoseconde (ou SFX), ils ont pu résoudre à 1.8 Å de résolution la structure de Cyt1Aa à température ambiante, révélant les bases moléculaires de sa cristallisation *in vivo* et fournissant des indications sur le possible mécanisme de dissolution du cristal à haut pH, dans l'intestin de larves de moustiques.

Par mutagénèse dirigée et en faisant appel à une large gamme de méthodes biochimiques, biophysiques et toxicologiques, le consortium a pu identifier les interfaces centrales au mécanisme de dissolution et à l'activation de la protéine. Enfin, il a caractérisé les deux types d'oligomères pouvant se former en suite de l'interaction de Cyt1Aa avec la membrane, rationalisant pour la première fois que cette seule protéine puisse à la fois exercer une toxicité directe (oligomères poreux) et synergiser celle des autres toxines (oligomères de surface).

En réconciliant des données jusqu'ici mises en avant pour opposer deux modèles, l'ensemble des résultats met fin à une trentaine d'années de controverses sur le fonctionnement de Cyt1Aa. Ils montrent par ailleurs que la taille, l'aspect, la toxicité et la sensibilité au pH des cristaux de Cyt1Aa peuvent être contrôlés par le remplacement d'un

*atome unique à une interface stratégique, dans une protéine de ~2700 atomes. Ces découvertes ouvrent la voie au perfectionnement rationnel des toxines de Bti, avec pour perspectives d'étendre le spectre d'action, d'augmenter la toxicité et de réduire les coûts, autorisant enfin une utilisation large de cet anti-moustique naturel. »*

**Il est donc bien évident que ce sujet n'a donc aucun rapport avec le PLU en général et la présente modification en particulier. Ce sujet ne peut donc pas être un motif d'évaluation environnementale par rapport au champ de l'urbanisme.**

### **Aléa lié au retrait et gonflement des argiles**

La variation de la quantité d'eau dans certains terrains argileux produit des gonflements (périodes humides) et des tassements (périodes sèches) qui peuvent avoir des conséquences sur les bâtiments n'ayant pas pris en compte cet aléa dans leur conception. Les trois niveaux d'aléas (fort, moyen et faible) sont généralement mis en place. La cartographie de ce risque réalisée par le BRGM n'a une validité qu'à une échelle du 1/50 000ème et ne peut être traduite à l'échelle parcellaire.

La commune est concernée ponctuellement par un risque faible.

Les dispositions préventives généralement prescrites pour construire sur un sol argileux sujet au phénomène de retrait-gonflement obéissent à quelques principes. Leur mise en application peut se faire selon des techniques différentes dont le choix reste de la responsabilité du constructeur. Ces principes concernent la profondeur et les ancrages des fondations, la rigidité de la structure, la régulation de la teneur hydrique du sol entourant la construction, etc. Des études de sols spécifiques relevant de la responsabilité du constructeur doivent être menées pour tout projet. **Ces principes ne relèvent pas des règles d'urbanisme et n'entrent pas dans le champ réglementaire du PLU, et n'a aucun rapport avec la présente modification.**

### **L'Ambroisie à feuille d'armoise**

Il s'agit d'une plante exotique envahissante dont le pollen est à l'origine de fortes réactions allergiques de la population. En 2020, le nombre de jours où le risque de potentiel allergique apparaît est supérieur à 3 (apparition de symptômes).

L'aire de répartition de cette plante, son impact sur l'état de santé des populations, sur la biodiversité et les rendements agricoles sont croissants. Il est donc essentiel d'endiguer cette prolifération rapidement avant que sa présence ne soit trop importante et rende la lutte beaucoup plus difficile et onéreuse.

Les mesures de prévention préconisées, notamment lors des chantiers ou d'apports de terres (contrôle de l'origine terres, limiter la présence de sols nus ou en friche, etc.), relèvent de mesures de gestion et non du champ réglementaire du PLU.

Des informations complémentaires sont disponibles sur les sites de l'ARS Auvergne Rhône-Alpes <https://www.auvergne-rhone-alpes.ars.sante.fr/ambroisie-attention-aux-allergies> et de la FREDON Auvergne-Rhône-Alpes <https://lambroisie.fredon-aura.fr>.

On rappelle qu'il ne relève pas du champ réglementaire du PLU de définir ou d'exclure les espèces végétales à planter, ni de définir les pratiques d'apports de terre, ou de contrôle de la végétation des sols. Il ne peut donc pas être répondu par le biais du PLU à la problématique de l'ambroisie et de gestion des chantiers vis-à-vis de l'origine des terres apportées. Ce risque potentiel n'est donc pas de nature à influencer la constructibilité prévue par le PLU.

**Aussi ce sujet n'a donc aucun rapport avec le PLU et la présente modification.**

### **Les chenilles processionnaires**

La commune peut être concernée par des secteurs où les chenilles processionnaires ont déjà été identifiées. Il s'agit d'une espèce réglementée car nuisibles à la santé humaine (article D. 1338-1 du code de la santé publique).

Il ne relève pas du champ d'actions du PLU de traiter les problèmes de chenilles ou de tout autre animal terrestre aquatique, aérien ou extraterrestre .... Il ne peut donc pas être répondu par le biais du PLU à cette problématique de présence éventuelle de chenilles sur le territoire communal

Par ailleurs il n'a pas été constaté en densité plus forte qu'ailleurs la présence de cette espèce (pas de données précises sur le territoire communal). Ce risque potentiel n'est donc pas de nature à influencer la constructibilité prévue par le PLU.

**Aussi ce sujet n'a donc aucun rapport avec le PLU et la présente modification.**

### **Le plomb**

Le code de la santé publique (articles L. 1334-1 à 1334-12 et R. 1334-1 à R. 1334-9) prévoit la réalisation d'un Constat de Risque d'Exposition au Plomb (CREP) en cas de Vente de tout ou partie d'un immeuble à usage d'habitation construit avant le 1er janvier 1949;

Tout nouveau contrat de location d'un immeuble affecté en tout ou partie à l'habitation et construit avant le 1er janvier 1949 et ce depuis août 2008. Par ailleurs, depuis cette date, cette mesure a été étendue à toutes les parties à usage commun.

Les enfants jeunes et les adolescents de moins de 18 ans sont particulièrement sensibles à l'intoxication au plomb. Une intoxication au plomb (saturnisme) peut être à l'origine de retard de croissance, d'une anémie, d'agitation, de troubles du sommeil, de l'humeur et de la mémoire, voire de troubles du développement. Plusieurs facteurs peuvent être à l'origine d'une intoxication comme la présence de peinture au plomb dans un logement.

On rappelle que ces mesures relèvent du code de la santé et non du code de l'urbanisme. Les mesures de traitement du plomb dans les logements sont sous la responsabilité du maître d'ouvrage et ne relèvent pas du champ d'actions de l'urbanisme du PLU. De plus aucune donnée précise ne permet de localiser les logements concernés. Ce risque potentiel n'est donc pas de nature à influencer la constructibilité prévue par le PLU et ne peut être traité par le biais du PLU.

**Aussi ce sujet n'a donc aucun rapport avec le PLU et la présente modification.**

### **La renouée dite du Japon :**

La renouée du Japon est une plante exotique envahissante originaire de l'Asie de l'Est.

Il s'agit d'une plante herbacée vivace à croissance rapide qu'on retrouve souvent sur des terrains résidentiels comme plante ornementale. Elle colonise une grande variété de sols et préfère les endroits ouverts comme :

- les rives;
- les bords de routes et de voies ferrées;
- les friches;
- les jardins.

La formation de colonies denses empêche la croissance d'autres espèces végétales, ce qui fait que les milieux envahis ont une très faible diversité d'espèces. La renouée du Japon peut également favoriser l'érosion des rives et modifier la composition chimique du sol ainsi que la diversité des microorganismes qui s'y trouvent

La lutte contre la renouée du Japon est particulièrement difficile et se fait sur plusieurs années. Les principaux moyens de lutte sont :

- L'excavation .
- L'arrachage

- Le bâchage

Les activités humaines, qu'elles soient agricoles ou de travaux publics, participent à la propagation de l'espèce autant que les crues qui permettent à ces rhizomes de voyager le long des cours d'eau que la renouée affectionne.

La limitation de sa prolifération passe aussi par la gestion des chantiers : confinement des terres, précaution lors du déplacement

Ces mesures ne relèvent donc pas du champ d'intervention du PLU. Ce risque potentiel n'est donc pas de nature à influencer la constructibilité prévue par le PLU et ne peut être traité par le biais du PLU.

**Aussi ce sujet n'a donc aucun rapport avec le PLU et la présente modification**

### Les pollens

Afin de contribuer à améliorer la santé des populations sensibles à certains pollens, il est rappelé que les plantations peuvent suivre les recommandations de l'ANSES ainsi que celles du Réseau National de Surveillance Aérobiologique RNSA (voir les guides en ligne [www.vegetation-en-ville.org](http://www.vegetation-en-ville.org)) pour préconiser d'éviter l'implantation d'espèces végétales fortement allergisantes.

On rappelle qu'il ne relève pas du champ réglementaire du PLU de définir ou d'exclure les espèces végétales à planter. De plus ces espèces allergisantes n'ont pas été constatées sur la commune en densité plus élevée qu'ailleurs, et ne forment pas sur la commune un risque avéré (absence de données précises). Ce risque potentiel n'est donc pas de nature à influencer la constructibilité prévue par le PLU et ne peut être traité par le biais du PLU.

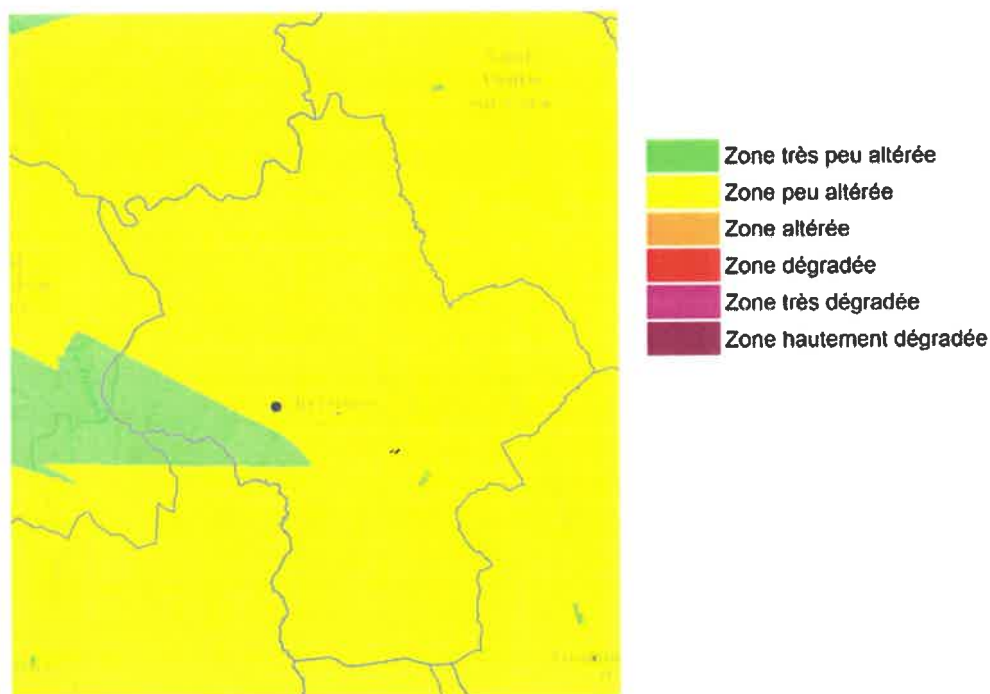
**Aussi ce sujet n'a donc aucun rapport avec le PLU et la présente modification.**

### La qualité de l'air

La qualité de l'air quand elle est dégradée peut présenter un impact sur la santé humaine. À ce sujet il est rappelé l'existence de :

La plateforme de diagnostic territorial de l'association de surveillance de la qualité de l'air ATMO Auvergne-Rhône-Alpes qui permet notamment d'obtenir des cartographies de la plateforme ORHANE (plateforme régionale d'identification et de hiérarchisation de l'exposition du territoire aux nuisances air et bruit) qui permet de générer une carte des niveaux de co-exposition air-bruit.

La commune est zone peu altérée et très peu altérée.



Par ailleurs le brûlage à l'air libre est responsable d'une dégradation de la qualité de l'air localement.

Ces pratiques génèrent une combustion incomplète qui entraîne une pollution atmosphérique par des rejets de particules associées à des composés cancérogènes. Contrairement à une idée reçue, l'apport des déchets verts en déchetterie est préférable à une combustion à l'air libre pour la qualité de l'air. Brûler 50 kilos de déchets verts équivaut, en émission de particules fines, à rouler 18 400 Le plan régional de prévention et de gestion des déchets de décembre 2018 propose des actions pour réduire la production de déchets verts comme : le remplacement progressif de certaines espèces végétales fortement productrices de déchets verts, dans les espaces privés et jardins publics, par des espèces locales plus adaptées, générant moins de déchets et nécessitant moins de produits phytosanitaires.

On rappelle qu'il ne relève pas du champ réglementaire du PLU de définir ou d'exclure les espèces végétales à planter. Les pratiques de brûlage ne relèvent pas du champ d'intervention du PLU et relèvent d'autres réglementations (déjà prises en compte par des arrêtés interdisant le brûlage des déchets verts). **Ce risque potentiel n'est donc pas de nature à influencer la constructibilité du PLU et est sans rapport avec la présente modification.**

